

Les assistants familiaux veulent se faire entendre du Département

Is (et principalement elles) sont un peu moins de 300 dans le Var et estiment être totalement oubliés par le conseil départemental. Les assistants familiaux, qui accueillent à leur domicile des enfants (et de jeunes majeurs) placés sur décision de justice, se mobilisent depuis hier pour faire entendre leurs voix.

Le matin à Toulon, une délégation emmenée par la CGT campait devant l'hôtel des Lices. L'après-midi, c'est à l'appel de l'UNSA que la mobilisation revenait devant le siège de la collectivité. Raison de leur colère : la « prime Covid » que le Département ne leur a pas versée. « Alors qu'ils accueillent des enfants qui sont confiés par la justice au président du Département, les assistants familiaux sont des contrats de droit public, mais n'ont pas le statut de fonctionnaire, explique une syndicaliste. L'absence de prime a joué alors le rôle de « révélateur » pour faire apparaître un malaise installé bien avant que le coronavirus ne fasse parler de lui. « Si on calcule bien, on a un salaire de 2,60 € de l'heure, sans dimanche, ni jour férié, peste Claire, assistante fa-



Hier matin, à l'appel de la CGT, les assistants familiaux ont investi les marches de l'hôtel des Lices à Toulon, siège du conseil départemental. (Photo DR)

miliaire à Brignoles. Et ça, c'était hors période de confinement. Pendant presque trois mois, les enfants ne sont pas allés à l'école, on les a eus en permanence et on a fait le maximum. »

« Reconnaissance »

« On s'attendait au moins à avoir une prime et trois jours de congés comme les collègues qui travaillent dans les associations, embraye Émilie, venue de Cuers pour laisser éclater sa colère. C'est le cas dans d'autres départements. »

« Et le pire, c'est que nous avons reçu un mail de la part du Département qui

nous annonçait une gratification » insiste Nathalie (Solliès-Toucas). « Au-delà de la prime, c'est une reconnaissance de notre métier que nous demandons » embraye Marie (Pierrefeu). Outre la mobilisation d'hier, les assistantes conseillées par l'UNSA envisagent de revenir tous les jeudis devant l'hôtel des Lices pour porter leurs revendications.

Une stratégie qui annonce une guerre d'usure. Sollicité, le Département ne répond en effet pour l'instant pas directement aux demandes des assistants familiaux. Il se contente de rap-



Celles conseillées par l'UNSA envisagent de revenir tous les jeudis.

(Photo P.-H.C.)

peeler les mesures qu'il a mises en place pour les soutenir durant la crise sanitaire (équipement de protection, aide dans les dépenses...)

P.-H.C.